

Convention collective

**ENTREPRISES DE TRAVAUX
AGRICOLLES ET RURAUX
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION
DE MATÉRIEL AGRICOLE
(TARN ET HAUTE-GARONNE)
(11 décembre 1987)**

(Etendue par arrêté du 15 mars 1988,
Journal officiel du 24 mars 1988)

AVENANT N° 40 DU 5 JUILLET 2005 (1)

NOR : AGRS0597214M

Entre :

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Tarn ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de la Haute-Garonne ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole du Tarn ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Garonne,

D'une part, et

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CGC Tarn ;

L'union départementale de la CFDT Tarn ;

L'union départementale de la CGT-FO Tarn ;

L'union départementale de la CGT Tarn ;

L'union départementale de la CGT Haute-Garonne ;

L'union départementale de la CFDT Haute-Garonne ;

L'union départementale de la CGT-FO Haute-Garonne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe I « Salaires » de la convention collective de travail des entreprises de travaux agricoles et ruraux et des coopératives d'utilisation de matériel agricole du 11 décembre 1987 est modifiée comme suit :

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

ANNEXE I

Salaires

En application des dispositions de l'article 22 de la convention collective de travail du 11 décembre 1987, les rémunérations des personnels non cadres et cadres sont fixées comme suit à compter du 1^{er} juillet 2005 :

Non-cadres

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
100	8,03	1 217,91
110	8,70	1 319,53
120	9,47	1 436,31
130	10,24	1 553,10
140	11,00	1 668,37
150	11,77	1 785,16

Cadres

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
160	12,53	1 900,43
180	14,45	2 191,63
210	16,35	2 479,80

En tout état de cause, pour les salariés de plus de 18 ans, les salaires ne pourront être inférieurs au SMIC.

Pour la détermination de la rémunération mensuelle des salariés, il y a lieu de se référer aux dispositions des articles 32 de la loi du 19 janvier 2000 (relative à la réduction négociée du temps de travail) et 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 modifié concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

Article 2

Le présent avenant s'applique à compter du 1^{er} juillet 2005.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 4

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et 5 autres ampliations seront déposées, conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, 29, avenue F.-Verdier 81000 Albi.

Fait à Albi, le 5 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)